

**Question urgente n°3520 - Sujet : Implantation de Google au Luxembourg**

**Auteur(s)** : Madame Diane Adehm, Députée; Monsieur Gilles Roth, Député

**Destinataire(s)** : Monsieur Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias; Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie; Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances

**Date limite de réponse à la question** : 12-01-2018

**Statut de l'urgence** : Non reconnue

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
12-12-2017	Dépôt de la question	Document écrit de la question
12-01-2018	Réponse écrite de Monsieur Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias; Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie; Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances; Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat; Monsieur Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre	Document écrit de la réponse



FRAKTION



**Monsieur Mars di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre**  
**des Députés**

Luxembourg, le 12 décembre 2017

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 81 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question urgente à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, Monsieur le Ministre de l'Economie et Monsieur le Ministre des Finances au sujet de l'implantation de Google au Luxembourg.

Dans un communiqué de presse, le géant américain de l'internet „Google“ a annoncé avoir « bloqué » (secured) l'acquisition d'un terrain de 33,7 hectares dans la commune de Bissen pour la construction éventuelle d'un nouveau data center en Europe. Monsieur le Premier Ministre a affirmé que ces terrains avaient été achetés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, Monsieur le Ministre de l'Economie et Monsieur le Ministre des Finances :

- S'agit-il d'une option d'achat ou d'un achat de terrains proprement dit ?
- S'il s'agirait d'une option d'achat, quelle est la durée de l'option pour l'acquisition des terrains ?
- Qui est actuellement le propriétaire de ces terrains? État, personnes physiques ou personnes morales? Dans quelle proportion ?
- Quel sera le prix payé par l'investisseur pour les terrains susmentionnés et sous quelles conditions cette vente aura-t-elle lieu ?
- Existe-t-il un délai pour viabiliser ces terrains?
- Que deviendront ces terrains en cas de renoncement de l'investisseur de viabiliser les terrains en question ?
- L'Etat dispose-t-il d'un droit de préemption en cas de vente des terrains?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

**Diane Adehm**

**Gilles Roth**

**Députés**

**Le caractère urgent de la question n'a pas été reconnu (12.12.17)**



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 12 décembre 2017

Objet : Question parlementaire n° 3520 du 12.12.2017 de Madame la Députée Diane Adehm  
et de Monsieur le Député Gilles Roth

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Selon les dispositions de l'article 81 de notre règlement, l'urgence n'a pas été reconnue, de sorte que ladite question est à considérer comme question écrite, conformément aux dispositions de l'article 79.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés



Luxembourg, le 12 JAN. 2018



Monsieur  
Fernand ETGEN  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
LUXEMBOURG

**Objet:** Réponse commune de M. le Premier ministre, ministre des Communications et des Médias, Xavier Bettel, de M. le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, Étienne Schneider et de M. le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, à la question parlementaire N° 3520 de Madame la Députée Diane ADEHM et de Monsieur le Député Gilles ROTH au sujet de l'implantation de Google au Luxembourg.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse à la question parlementaire n° 3520 du 12 décembre 2017 de Madame la Députée Diane ADEHM et de Monsieur le Député Gilles ROTH.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Premier ministre



Ministre d'État



Réponse commune de M. le Premier ministre, ministre des Communications et des Médias, Xavier Bettel, de M. le Vice-Premier ministre, Ministre de l'Économie, Étienne Schneider et de M. le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, à la question parlementaire N°3520 de Madame la Députée Diane ADEHM et de Monsieur le Député Gilles ROTH

À travers leur question parlementaire, les honorables Députés cherchent à obtenir une série d'informations supplémentaires au-delà des celles communiquées par Google dans leur communiqué de presse du 11 décembre 2017.

D'après les informations à la disposition du Gouvernement, il s'agit de seize acquisitions de terrains de propriétaires privés / personnes physiques et non de simples options d'achat. Les terrains en question ont donc changé de propriétaire est c'est l'acquéreur actuel Google qui détient les titres de propriété.

Les prix librement négociés entre l'acheteur et les vendeurs et payés devant notaire relèvent de la sphère contractuelle privée et ne sauraient dès lors être révélés à travers la présente réponse. Comme les actes notariés sont déposés auprès du Bureau des hypothèques de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, tout un chacun est autorisé à en prendre connaissance sur place.

En raison de l'absence d'un délai pour viabiliser un terrain, il y a lieu de suivre les délais de procédure prévus par les dispositions légales pour chaque étape.

Au moment où l'investisseur vient de lancer la première étape, il n'appartient pas au Gouvernement de spéculer sur l'avenir de ces terrains dans l'éventualité d'une non-réalisation d'un projet concret.